



HAL
open science

Genèse et usages d'une politique publique de l'histoire. La "politique historique" en Pologne

Valentin Behr

► **To cite this version:**

Valentin Behr. Genèse et usages d'une politique publique de l'histoire. La "politique historique" en Pologne. *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, 2015, 46 (3), pp.21-48. 10.4074/S0338059915003022 . halshs-01275319

HAL Id: halshs-01275319

<https://shs.hal.science/halshs-01275319>

Submitted on 17 Feb 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Genèse et usages d'une politique publique de l'histoire : la « politique historique » en Pologne

Valentin Behr, doctorant en science politique, UMR 7363 SAGE (Université de Strasbourg et CNRS), ATER à l'IEP de Strasbourg

Résumé : Au cours de la décennie écoulée, la nécessité et la légitimité de l'intervention de l'État dans le domaine de l'histoire s'est largement ancrée dans le paysage intellectuel et politique polonais. La période de gouvernement du parti Droit et Justice (PiS) (2005-2007), ainsi que l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne, ont favorisé le succès de la notion, portée par des intellectuels idéologiquement proches de ce parti. L'analyse des trajectoires sociales et politiques des protagonistes du débat suscité par cette notion montre que celui-ci est structuré par des luttes ayant pour objet le rôle de l'histoire et des intellectuels, mais aussi la lecture des transformations postcommunistes. Malgré l'alternance politique, une forme de continuité s'observe quant au rôle social et politique dévolu à l'histoire. Les usages de la politique historique sont cependant susceptibles de fluctuer en fonction des agents, partis et intérêts qui s'en emparent.

En Pologne, l'intérêt porté par les pouvoirs publics à l'écriture de l'histoire est particulièrement prégnant depuis le début des années 2000 et la création d'un Institut de la mémoire nationale (IPN) (Machcewicz, 2012). À bien des égards, le succès électoral des frères Kaczyński et de leur parti Droit et Justice (PiS) en 2005 est significatif de cette mise à l'agenda politique du passé récent, que traduit l'usage de la notion de « politique historique ». Au départ attachée au camp de la droite nationaliste, la notion est passée dans le langage politique courant, au point d'apparaître aujourd'hui comme un phénomène transpartisan : la presse évoque la politique historique de la « gauche » (*Gazeta Wyborcza*, 2008), tandis que la Plateforme civique (PO) au pouvoir entreprend de bâtir à Gdansk un musée de la seconde guerre mondiale dans le but de concurrencer le musée de l'Insurrection de Varsovie, fondé en 2004 à l'initiative de Lech Kaczyński, alors maire de Varsovie.

La politique historique peut être définie comme un ensemble de prescriptions enjoignant à l'État de promouvoir l'histoire nationale. En ce sens, il s'agit d'une politique publique (au sens des *policies* anglo-saxonnes) dont les modalités recouvrent l'écriture, l'enseignement et la mise en forme symbolique du récit historique. La politique historique pourrait être considérée comme une politique mémorielle (Gensburger & Niewiedział, 2007) ; ses promoteurs considèrent d'ailleurs parfois les deux notions comme étant synonymes. Sur le plan analytique, parler de politique historique permet toutefois de souligner les effets de cette politique publique sur les manières de concevoir le rôle politique de l'histoire (en tant que science) et des historiens eux-mêmes, et non pas seulement sur la formation de la « mémoire historique », au sens de « norme mémorielle officielle, visant l'homogénéisation des représentations » (Lavabre & Gensburger, 2005). Du point de vue de ses effets sur le travail des historiens, la politique historique nous semble en effet renvoyer à une forme d'histoire

publique¹ (Dumoulin, 2003 ; Zelis, 2013). Mais elle est aussi un élément essentiel de la compétition politique (au sens cette fois des *politics*), en ce qu'elle contribue à l'entretien d'un clivage sur le passé communiste (Heurtaux & Pellen, 2009). Elle permet également de prôner un nouveau rapport à l'histoire et de disqualifier des adversaires politiques au motif de leur incapacité à représenter l'intérêt national. Il s'agit donc également d'un projet politique de dénonciation de l'ordre politique hérité de la Table ronde et de légitimation des idées nationalistes, thèmes qui s'accordent bien avec le projet de « IV^e République » défendu par PiS lorsqu'il était au pouvoir. La politique historique vient ainsi accréditer la thèse d'une décommunisation manquée en 1989, du fait de la transition négociée avec les autorités communistes, qui n'aurait pas permis de rompre véritablement avec l'ancien régime (Gawin, 2010). En somme, c'est l'intervention accrue de l'État dans le domaine de l'histoire qui est qualifiée en Pologne de politique historique ; laquelle devient une composante de plusieurs politiques sectorielles : étrangère, éducative, culturelle et de recherche, dans le but de « modeler et rehausser le niveau de la culture historique », selon les mots de l'un des promoteurs de cette politique, Marek Cichocki (*Mówią Wieki*, 2006). La mise en œuvre de cette politique passe par l'institutionnalisation du discours public sur l'histoire, à travers l'IPN et les musées historiques.

Il est délicat de dater avec précision l'invention de la politique historique. Si son succès dans le débat public est concomitant de l'accession de PiS au pouvoir, l'action de l'État dans le domaine du passé constitue un phénomène plus ancien². Les détracteurs de la politique historique dressent d'ailleurs un parallèle avec l'instrumentalisation de l'histoire par le régime communiste avant 1989. Or, pour ses promoteurs, c'est précisément cette instrumentalisation passée qui justifierait l'instrumentalisation présente, afin de réparer les torts de l'ancien régime. Les discours en faveur de la politique historique sont apparus dans le contexte de l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne (UE) et de plusieurs commémorations marquantes pour l'histoire de l'Europe, comme le soixantième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale en 2005. Ces discours pointaient le dissensus mémoriel entre l'Est et l'Ouest de l'Europe et plaidaient en faveur d'une promotion active du « point de vue polonais » auprès des partenaires européens. La politique historique apparaît donc dans un contexte spécifique, celui de l'adhésion de la Pologne à l'UE et de la confrontation entre un récit national et des récits étrangers divergents et concurrents, notamment sur le communisme et la place de la Shoah dans l'« acquis mémoriel communautaire » (Droit, 2007).

Le présent article cherche à comprendre comment est apparue et a été légitimée l'idée d'une intervention accrue de l'État dans le domaine de l'histoire en Pologne, dix à quinze ans après la fin du régime communiste, qui avait lui-même été très actif dans la promotion de sa propre vision du passé (Beauvois, 1991). Comment et pourquoi, dans un apparent paradoxe, ceux qui étaient *a priori* les dénonciateurs les plus virulents du régime communiste en sont-ils venus à reprendre à leur compte l'idée de la promotion d'une histoire d'État ? Afin de comprendre comment la politique historique s'est imposée en tant que « mode politiquement légitimé de régulation des rapports entre champs » (Dubois, 2014), nous proposons une analyse inspirée de la sociologie des champs (Bourdieu, 1992 ; Sapiro, 2006). Nous entendons montrer comment l'étude des engagements intellectuels et des usages du passé gagne à être « décloisonnée » et appréhendée au moyen d'outils méthodologiques et théoriques dont la

¹ □ Par « histoire publique » nous entendons une histoire qui répond à une commande publique, produite par des institutions d'État au sein desquelles l'autonomie des chercheurs est mise en cause (cf. Behr, 2011). Le courant de la *public history*, né aux États-Unis, s'il présente des similitudes en termes de réduction de l'autonomie des historiens et de production d'une histoire grand public, renvoie davantage au développement d'une histoire au service du privé.

² □ Et non spécifiquement polonais, comme viennent le rappeler les débats récurrents sur l'enseignement de l'histoire ou les « lois mémorielles » en France, ainsi que la création d'instituts de la mémoire dans de nombreux États de l'Europe postcommuniste (Mink, 2010).

pertinence a été éprouvée sur d'autres terrains. Les usages politiques du passé (Hartog & Revel, 2001) et les « politiques mémorielles » font en effet depuis quelques années l'objet de plusieurs travaux qui montrent que cette problématique est commune à de nombreux États et « aires culturelles ». L'approche par la sociologie des champs s'avère particulièrement féconde pour appréhender les logiques sous-jacentes à l'engagement intellectuel et au travail des historiens, puisqu'elle permet de ne pas circonscrire le débat sur la politique historique aux seules prises de position des agents. Ceux-ci étant multipositionnés dans plusieurs espaces sociaux (champ académique et champ politique notamment), leurs prises de position politiques renvoient à des logiques qui ne sont pas exclusivement partisans et militantes, mais peuvent procéder également de stratégies de positionnement professionnel (Champy et Israël, 2009). En postulant une relation d'homologie entre les positions et les prises de position, nous observons les mécanismes qui poussent les protagonistes du débat à se positionner « en faveur de » ou bien « contre » la politique historique. Une telle analyse met en lumière les logiques sous-jacentes à ce débat, logiques que l'on s'interdit de voir en s'arrêtant au simple examen des prises de position des protagonistes. Les travaux consacrés à la politique historique se contentent en effet le plus souvent de restituer les prises de position des différents acteurs, sans aller très loin dans l'analyse sociologique (Nowinowski *et al.*, 2008 ; Szeligowska, 2007). Il faut dire que la littérature consacrée à la politique historique polonaise a été jusqu'à présent principalement produite par des historiens, de sorte que ceux qui suscitent et « font » le débat sont aussi ceux qui le commentent (Skibiński *et al.*, 2011).

Afin d'étayer l'hypothèse de l'homologie entre les positions et les prises de position, nous avons identifié les principaux protagonistes du débat à partir d'un corpus de textes comprenant une soixantaine d'articles parus (entre 2004 et 2012³) dans les deux principaux quotidiens polonais, *Gazeta Wyborcza* et *Rzeczpospolita*. La mise en perspective de ces deux titres est justifiée par le clivage qui les oppose en matière de traitement des questions liées à l'histoire et à la mémoire. Le premier, « libéral » et généralement plus critique du récit national, s'est positionné contre la politique historique, contrairement au second qui incarne une orientation plus favorable à une histoire « monumentale ». Ce corpus est enrichi de plusieurs débats publiés dans des journaux et revues spécialisées (*Gazeta Wyborcza*, 2005, 2006a et 2006b ; *Rzeczpospolita*, 2008 ; *Biuletyn IPN*, 2006 ; *Mówią Wieki*, 2006), qui ont tous été cités par la suite par d'autres protagonistes. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous avons sélectionné les individus (une trentaine) qui paraissent les plus centraux du point de vue de leur nombre de prises de positions (généralement au moins deux ou trois, souvent davantage) et surtout de leurs citations par d'autres protagonistes⁴. L'étude et la comparaison de leurs trajectoires professionnelles et politiques permet de valider l'hypothèse selon laquelle le débat sur la politique historique se donne à voir comme une confrontation entre groupes d'intellectuels incarnant des profils et des types de carrières différenciés, opposés dans des luttes de pouvoir au croisement des champs académique et politique.

/1/ Entre politique étrangère et jeux politiques nationaux, un plaidoyer pour l' « histoire monumentale »

La politique historique émerge dans le débat public polonais à l'initiative d'un petit groupe de philosophes, véritables entrepreneurs de politique historique, qui parvient, grâce à sa proximité avec PiS, à imposer à l'agenda politique l'idée d'une intervention accrue de l'État dans le domaine de l'histoire (Cichocki, 2005 ; Gawin, 2005 ; Kostro & Merta, 2005).

³ □ La recherche a été effectuée sur la base de données Factiva. La majorité des articles sont parus en 2006-2007, moment où le débat a été le plus virulent.

⁴ □ Voir la liste complète des individus retenus en annexe.

Le succès de ces intellectuels, très présents dans le débat public du fait de leurs activités de publicistes⁵, est rendu possible dans le contexte de la double victoire (législative et présidentielle) de PiS en 2005. L'analyse des arguments énoncés par ces auteurs en faveur de la politique historique, diffusés dans des ouvrages, revues et journaux, permet de rendre compte de leur conception de l'histoire.

L'origine de la politique historique est d'abord liée à une lecture des relations internationales, selon laquelle des récits concurrents du récit national polonais ternissent l'image de la Pologne à l'étranger. Par conséquent, la politique historique, terme importé d'Allemagne (Berger, 2012), doit permettre de défendre l'interprétation polonaise de l'histoire, le « point de vue polonais ». L'ambiguïté d'une telle formule mérite d'être soulignée. Son emploi récurrent – toujours au singulier – par les entrepreneurs de politique historique masque la diversité des points de vue possibles. En homogénéisant les points de vue, il tend à créer une grille d'interprétation unique de l'histoire, nationalo-centrée. Les premiers discours en faveur de la politique historique émergent dès le 20^e anniversaire de *Solidarność*, en 2000, à partir du constat de la prééminence, à l'Ouest, de la chute du mur de Berlin en tant que symbole de l'effondrement du communisme (Szeligowska, 2007). Les entrepreneurs de politique historique y voient le succès de la « politique historique de Berlin » et plaident pour que l'État polonais fasse valoir son héritage historique, en soulignant, dans une logique de concurrence mémorielle, que « tout commença en Pologne », en référence aux accords de Gdansk de 1980, qui reconnaissent officiellement *Solidarność*. La politique historique se trouve ainsi justifiée au motif que les autres États, à commencer par l'Allemagne, mènent leur propre politique historique. La conjonction de l'élargissement de l'UE à l'Est et des commémorations internationales constitue un contexte propice à une recrudescence des discours sur le passé (Mälksoo, 2009). Plusieurs controverses mémorielles, comme le projet de construction d'un « Centre contre les expulsions » à Berlin (Dakowska, 2007) ou la valorisation du passé stalinien par Vladimir Poutine, nourrissent l'argumentaire des entrepreneurs de politique historique. Le projet de construction d'un « Centre contre les expulsions » a notamment été perçu comme une tentative de mettre sur un même plan les déplacements forcés d'Allemands à l'Est après 1945 et l'occupation subie par les Polonais durant la guerre, faisant ainsi passer les Allemands pour des victimes et non pour les principaux responsables.

Au plan interne, les entrepreneurs de politique historique souhaitent en finir avec une historiographie qualifiée de « critique », dominante selon eux depuis 1989. Cette historiographie critique aurait trop lourdement insisté sur les aspects « négatifs » de l'histoire polonaise (tels que les massacres de Juifs ou d'Allemands pendant et après la seconde guerre mondiale) ; ou trop peu contribué à délégitimer l'expérience communiste, les historiens étant rendus en partie responsables du retour du parti post-communiste au pouvoir en 1993-1997 et 2001-2005 (Skibiński *et al.*, 2011). Du point de vue de l'histoire de la République populaire de Pologne (PRL), c'est le courant d'histoire sociale qui est qualifié de « critique » et parfois soupçonné de vouloir réhabiliter l'ancien régime (Siewierski, 2013). La politique historique serait, au contraire, un moyen de mettre en avant les pages glorieuses du passé national, suscitant ainsi un sentiment de « fierté » et renforçant l'« identité collective » des Polonais. Si des institutions *ad hoc* telles que l'IPN ou les musées sont les fers de lance de cette politique de diffusion d'un récit hagiographique en direction du grand public, il s'agit également de faire en sorte que cette politique produise des effets en matière de recherche historique et d'enseignement. De ce point de vue, le préambule de la loi sur l'IPN (décembre 1998) apparaît rétrospectivement comme une déclaration programmatique de la politique historique avant la lettre : l'IPN est créé dans le but de :

⁵ □ En polonais, le terme *publicystyka* désigne l'intervention des intellectuels dans les médias.

« préserver la mémoire des dommages subis par la nation polonaise durant la Seconde Guerre mondiale et la période de l'après-guerre ; des traditions patriotiques de lutte contre les occupants, le nazisme et le communisme ; des efforts des citoyens dans la lutte en faveur d'un État polonais indépendant, de la défense de la liberté et de la dignité humaine ».

L'histoire y est réduite à sa fonction normative, celle du devoir de mémoire, dont l'objectif doit être la construction d'une identité collective. Cette identité doit reposer sur la dénonciation de la dictature communiste afin de favoriser l'identification à la nation indépendante.

L'affaire de Jedwabne a joué un grand rôle dans le déploiement d'un argumentaire hostile à l'histoire critique, « anti-polonaise ». L'ouvrage du sociologue polono-américain d'origine juive Jan T. Gross (Gross, 2000), qui revient sur le massacre des habitants juifs d'une localité de l'Est de la Pologne par des civils polonais en 1941, est présenté par les promoteurs de la politique historique comme une tentative d'imputer aux Polonais une co-responsabilité dans l'Holocauste⁶. La publication de l'ouvrage de Gross et les débats qui s'en sont suivis ont mis à mal la vision dominante de l'histoire récente de la Pologne, qui avait jusqu'ici présenté les Polonais essentiellement comme victimes ou résistants, et délaissé les minorités nationales (Potel, 2009). Chargé d'instruire les aspects juridiques et historiographiques de l'affaire, l'IPN s'est ainsi trouvé saisi d'un crime commis *par des Polonais*, alors que la loi lui enjoignait d'enquêter sur les crimes *contre la nation polonaise*. L'affaire de Jedwabne a agi comme un révélateur de dissensions très fortes parmi les historiens contemporanéistes⁷ quant au rôle de l'histoire et à l'intervention de l'État dans ce domaine. La polémique opposant Andrzej Nowak, historien de l'université de Cracovie réputé proche de la droite nationaliste, à Paweł Machcewicz, alors directeur du Bureau d'éducation publique (BEP) de l'IPN, en constitue une excellente illustration. Elle contient à elle seule les principaux arguments qui seront mobilisés, à partir de 2005, à l'occasion du débat sur la politique historique. Dans un article intitulé « Westerplatte ou Jedwabne », paru dans le quotidien *Rzeczpospolita*, Nowak reproche aux historiens de l'IPN de s'être laissé entraîner sur la pente de l'histoire « critique » en enquêtant sur les crimes commis par des Polonais, que lui-même juge marginaux (Nowak, 2001). Il plaide au contraire en faveur d'une histoire « monumentale », celle des « héros », qui puisse « servir à la construction de la communauté nationale ». En ce sens, l'IPN devrait se concentrer sur les événements glorieux du passé polonais, tels que la défense héroïque de la forteresse de Westerplatte assiégée par l'armée allemande en septembre 1939, l'insurrection de Varsovie ou le massacre de Katyn, plutôt que sur Jedwabne. À l'opposé, Machcewicz défend le bilan des travaux publiés par l'institution qu'il représente et refuse une histoire « monumentale », associée à une forme de censure, pour lui substituer un récit de « vérité objective », au sein duquel coexistent les faits positifs et les faits négatifs (Machcewicz, 2001)⁸. C'est donc bien la question du rôle de l'histoire qui est posée. Si les contempteurs de la politique historique craignent le plus souvent, sans toujours le formuler ainsi, que le récit national soit marqué de nouvelles « taches blanches⁹ », ses

⁶ □ La question de la co-responsabilité des Polonais dans l'Holocauste a fait l'objet de vifs débats (en Pologne comme à l'étranger) depuis la publication de l'ouvrage de Gross. Bien qu'il n'y ait pas eu en Pologne de gouvernement collaborateur, la question de la participation (contrainte ou forcée) de Polonais à l'extermination des Juifs a été posée par plusieurs auteurs (voir notamment Connelly, 2005 ; Tokarska-Bakir, 2001).

⁷ □ En Pologne, la presse généraliste accueille de nombreux débats historiques portant sur la Seconde Guerre mondiale et la République populaire de Pologne, auxquels prennent activement part les historiens universitaires, donnant ainsi à voir une discipline très clivée politiquement.

⁸ □ Paradoxalement pourtant, les publications de l'IPN s'inscrivent davantage dans la conception de l'histoire « monumentale » défendue par Nowak que dans celle de l'histoire « objective » de Machcewicz, et ce depuis la création de l'Institut (Behr, 2011).

promoteurs cherchent à inscrire dans l'État (ou plus exactement dans ses institutions éducatives et scientifiques) le rôle de l'histoire en tant qu'instrument politique et identitaire.

La politique historique est enfin un instrument dans les luttes politiques. Selon ses promoteurs, le compromis de la Table ronde et la politique du « gros trait »¹⁰ de Tadeusz Mazowiecki auraient conduit à une quasi-disparition des débats sur le passé de l'espace public dans les années 1990 (Gawin, 2010). La politique historique s'inscrit donc pleinement dans les luttes politiques contemporaines et propose une lecture « radicale » des transformations postcommunistes (Smolar, 2006). Il n'est donc pas surprenant qu'elle ait été mobilisée au profit de PiS lors de la campagne de 2005, les cadres de ce parti étant ceux qui depuis le début des années 1990, critiquent le plus vivement la transition négociée. Selon eux, l'histoire aurait été mise sous le boisseau après 1989 au profit des transformations politiques et économiques, dans l'intérêt des héritiers du Parti communiste et de leurs alliés de *Solidarność*. Dans le cadre de leur projet de « IV^e République », la politique historique devient ainsi un moyen de dénoncer les élites dirigeantes et l'intelligentsia « *liberalno-lewicowa* » (« libérale de gauche »), à qui il est reproché d'assimiler tout ce qui concerne l'identité collective au fascisme et au nationalisme. En dénonçant ce qu'ils qualifient d'histoire critique ou de « patriotisme critique », les entrepreneurs de la politique historique se positionnent contre une précédente génération d'intellectuels, incarnée par Jerzy Jedlicki, Jan Błoncki, Jan Józef Lipski, Jerzy Szacki ou Andrzej Walicki, à qui il est reproché d'avoir introduit une attitude de rejet de l'identité nationale. Ces philosophes et historiens des idées, dissidents, « intellectuels catholiques libéraux », ont en effet signé des textes hostiles au nationalisme dans les années 1980 (Błoncki, 1987 ; Lipski, 1981) et sont à l'origine des réflexions sur la co-responsabilité des Polonais dans la Shoah (Kichelewski, 2009a). Le positionnement des entrepreneurs de la politique historique contre les dissidents des années 1980 et le quotidien *Gazeta Wyborcza*, auquel est reproché son rôle dans l'affaire de Jedwabne et plus généralement son soutien à la politique du « gros trait » sur le passé¹¹ (Leszczyński, 2006), atteste de la dimension proprement politique du projet. La thèse selon laquelle les années 1990 auraient été marquées par une forme d'amnésie vis-à-vis du passé récent apparaît largement infondée et néglige la publication d'ouvrages majeurs consacrés à l'histoire contemporaine (Friszke, 1994 ; Paczkowski, 1995). Cette thèse ignore également la politique de décommunisation entreprise par l'État polonais dès le début des années 1990 : rues rebaptisées, monuments pro-soviétiques déboulonnés, lustration, etc. Enfin, la politique historique se veut une réponse à la thèse de la « fin de l'histoire », le consumérisme et le libéralisme économique étant considérés comme des facteurs de perte d'identité et de valeurs. La confrontation (à distance) avec l'école des idées de Varsovie invite donc à se pencher sur les logiques sociologiques du débat autour de la politique historique.

/2/ L'espace multimensionnel du débat

Un échantillon de 32 individus (18 en faveur de la politique historique, 14 contre) a pu être constitué selon la méthodologie présentée en introduction. Précisons que les nuances exprimées dans les prises de position des individus – qui peuvent se déclarer favorables ou

⁹ □ À l'époque de la PRL, les « taches blanches » (*Białe Plamy*) désignaient les épisodes de l'histoire censurés par les autorités communistes.

¹⁰ □ Dans son discours d'investiture en 1989, le premier ministre Tadeusz Mazowiecki, premier chef de gouvernement non-communiste, avait affirmé vouloir tirer un « gros trait sur le passé », dans l'esprit des accords de la Table ronde et d'une transition démocratique négociée avec le Parti communiste.

¹¹ □ Le quotidien *Gazeta Wyborcza*, fondé à l'époque des élections de 1989, est dirigé depuis cette date par Adam Michnik, un intellectuel du mouvement favorable à une attitude de réconciliation vis-à-vis des anciens responsables communistes.

défavorables à la politique historique en vertu d'arguments divers – nous intéressent moins ici que les logiques sociales et politiques qui font que les uns et les autres se positionnent d'un côté ou de l'autre du débat. Les trajectoires biographiques des protagonistes ont été retracées via différentes sources (biographies en ligne et dictionnaires biographiques). Le tableau 1 résume les propriétés distinctives des deux groupes.

Tableau 1 : Résumé des propriétés distinctives des individus

| Propriétés | Promoteurs de la politique historique (N= 18) | Critiques de la politique historique (N=14) |
|--|---|---|
| <u>Champ académique</u> | positions plus dominées (6 professeurs, 1 habilité, 8 docteurs) | positions dominantes (11 professeurs, 1 habilité, 1 docteur) |
| <u>Champ politique</u> | PiS, nombreux élus (5), prises de positions explicites | Dissidence (KOR, <i>Solidarność</i>) ; peu d'élus (2) |
| <u>Publicystyka</u> | presse conservatrice (<i>Rzeczpospolita</i> , <i>Gość Niedzielny</i>) et nationaliste (<i>Nasz Dziennik</i> , <i>Gazeta Polska</i>) | presse libérale (<i>Gazeta Wyborcza</i> , <i>Tygodnik Powszechny</i>) |
| <u>Champ bureaucratique</u> | plusieurs experts et hauts fonctionnaires (6) ; ministère de la Culture | néant |
| <u>Pôle de production de l'histoire officielle</u> | IPN (4), musée de l'Insurrection de Varsovie et musée d'Histoire de la Pologne (11) | IPN (1) |

Le tableau 1 rend compte des propriétés les plus saillantes des deux groupes d'individus, marqués par leur multipositionnalité. Ils évoluent pour la plupart à l'intersection de plusieurs espaces sociaux : champ académique, champ politique, champ bureaucratique, champ journalistique (*publicystyka*). Du fait de leur rôle central dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique historique, nous avons également signalé les passages par les institutions du pôle de production de l'histoire officielle (IPN et musées). Au sein du champ académique se trouvent les individus occupant un emploi d'enseignant ou de chercheur à l'université ou à l'Académie de sciences (PAN). Au sein du champ politique, ceux ayant été élus, conseillers politiques ou simplement membres ou soutiens affichés d'une organisation partisane. Au sein du champ bureaucratique, ceux ayant exercé des fonctions de direction au sein d'une administration, généralement au ministère de la Culture. Tous sont également publicistes, et jouent donc un rôle de faiseurs d'opinion au sein du champ journalistique. Enfin, plusieurs occupent des positions d'administrateurs de musées ou d'historiens à l'IPN, deux types d'institutions chargées de mettre en œuvre la politique historique.

La multipositionnalité des individus est notable. La plupart sont universitaires et prennent une part active dans le débat public sur les questions historiques. Nombre d'entre eux sont également positionnés dans le champ politique (13/18 pour les promoteurs de la politique historique contre 8/14 pour ses contempteurs). La proximité au champ politique n'est cependant pas de même nature selon le camp considéré. Du côté des contre, l'engagement politique est le plus souvent daté et renvoie à l'époque de la République populaire de Pologne (PRL) et de la transition démocratique. Ce groupe comprend en effet des intellectuels dont la trajectoire militante débute autour du PZPR puis, après avoir quitté le

Parti ou en avoir été évincés, prennent part à l'organisation de l'opposition au régime autour du Comité de défense des ouvriers (KOR) et de *Solidarność* (ce type de trajectoire est fréquent parmi les membres de l'école des idées de Varsovie). Si certains d'entre eux connaissent une courte expérience électorale après 1989 (Michnik, Lipski), ils cessent ensuite leurs activités militantes. La situation est tout à fait différente parmi les promoteurs de la politique historique, qui ont bien plus souvent été élus (5/18, auxquels s'ajoutent deux candidats malheureux à une élection législative) et parmi lesquels se trouvent deux anciens ministres de PiS (Legutko et Ujazdowski). Tous ceux qui ont été élus l'ont été sur des listes soutenues par PiS. De plus, ceux qui n'ont jamais été élus ont souvent été des soutiens affichés de PiS (Zaryn, Nowak, Krasnodębski) et/ou conseillers de ses dirigeants (Kostro, Merta). L'examen des titres de presse au sein desquels les individus publient renforce la distinction politique entre les deux groupes. D'un côté, des titres de presse correspondant à des orientations conservatrices voire nationalistes (*Rzeczpospolita*, *Gazeta Polska*), de l'autre des titres renvoyant à une orientation plus libérale, adoptant un cadrage généralement plus critique du récit national (*Gazeta Wyborcza*, *Polityka*). Le positionnement au sein du champ bureaucratique constitue un autre indicateur de proximité avec l'État et le politique. Les promoteurs de la politique historique sont les seuls à avoir occupé des postes de haut-fonctionnaire (6/18), principalement au sein du ministère de la culture (5) au moment où il était dirigé par Ujazdowski (2000-2001 et 2005-2007). Ce ministère fut précisément au cœur de la politique historique entre 2005 et 2007, lançant notamment le chantier du Musée d'histoire de la Pologne à Varsovie. On retrouve par ailleurs de nombreux promoteurs de la politique historique dans les organigrammes des musées, notamment au musée de l'Insurrection de Varsovie (6), considéré par eux comme un modèle d'initiative à reproduire dans le cadre de la politique historique (*Mówią Wieki*, 2006), et au musée d'Histoire de la Pologne (5). Enfin, les principaux dirigeants de l'IPN après 2005 se situent sans surprise du côté de la politique historique (Behr, 2011). Parmi les critiques de la politique historique, seul Paweł Machcewicz, actuel directeur du musée de la Seconde Guerre mondiale en cours d'élaboration à Gdansk, proche conseiller de Donald Tusk à la chancellerie, et ancien responsable de l'IPN, connaît une trajectoire similaire à celle d'un Gawin (qu'il a côtoyé sur les bancs de l'Institut d'histoire de l'Université de Varsovie, dont ils sortent tous deux diplômés en 1989) ou d'un Merta (voir encadré).

Encadré : Quelques trajectoires typiques

Promoteurs de la politique historique :

Dariusz Gawin (1964-), docteur en philosophie (PAN), membre du comité de rédaction de plusieurs revues politiques de droite, participe au club « Critique politique » (avec Marek Cichoński, Tomasz Merta, Dariusz Karłowicz), qui rassemble des intellectuels de droite. Membre du comité de programmation historique du Centre européen *Solidarność* à Gdansk, directeur adjoint du Musée de l'Insurrection de Varsovie depuis 2005.

Tomasz Merta (1965-2010), historien des idées, docteur de l'Université de Varsovie, contribue à la rédaction de plusieurs revues politiques de droite dans les années 1990. Conseiller d'Ujazdowski au ministère de la Culture (2000-2001), co-auteur du programme de PiS pour la culture, membre du comité de programmation du musée de l'Insurrection de Varsovie, sous-secrétaire d'État au ministère de la Culture. Décédé dans le crash de Smolensk.

Kazimierz Michał Ujazdowski (1964-), militant de l'opposition anticommuniste dans les années 1980, plusieurs fois député (1991-1993 et depuis 1997), membre de plusieurs partis du centre puis de la droite. Deux fois ministre de la Culture (2000-2001 et 2005-2007), il fut à l'initiative de plusieurs projets mémoriels (Musée d'histoire de la Pologne à Varsovie, Centre « Mémoire et Futur » à Wrocław).

Critiques de la politique historique :

Pawel Machcewicz (1966-), professeur d'histoire contemporaine (Université de Varsovie et PAN), directeur du Bureau d'éducation publique de l'IPN (2000-2006), depuis 2008 conseiller principal au sein du cabinet du premier ministre Donald Tusk et directeur du musée de la Seconde Guerre mondiale à Gdansk.

Jan Józef Lipski (1926-1991), historien de la littérature (PAN), membre du PZPR, co-fondateur du KOR en 1976, membre de *Solidarność*, participe à la fondation du Parti socialiste polonais (PPS) à la fin des années 1980, sénateur (1989-1991).

L'analyse permet donc de mettre en évidence des logiques d'opposition entre les deux groupes. Le succès de la politique historique s'explique par la capacité de ses promoteurs à occuper les positions de pouvoir nécessaires à la mise en œuvre de cette politique, à l'intersection du champ académique et du champ politique, dans une configuration politique et intellectuelle bien précise. L'idée de la nécessité et de la légitimité d'une politique publique de l'histoire traduit la victoire d'une certaine conception du rôle de l'histoire et des intellectuels. C'est la réussite professionnelle et politique d'un nouveau type d'intellectuels et de professionnels de l'histoire, plus **proches** du pouvoir de par les positions interstitielles qu'ils occupent, et plus disposés à répondre à la commande politique, qui contribue à légitimer l'intervention de l'État dans ce domaine. La multipositionnalité plus fréquente des promoteurs de la politique historique (3,72 positions par individu en moyenne contre 2,64) reflète ces logiques de carrières différenciées. Se dessine ainsi une opposition entre intellectuels occupant des positions de pouvoir (politique) et universitaires dont l'activité principale demeure académique. Ce constat est renforcé par le fait qu'au sein du champ académique, les promoteurs de la politique historique occupent des positions relativement plus dominées. Seuls six d'entre eux sont professeurs (contre onze parmi les critiques de la politique historique), sept sont titulaires de l'habilitation (contre douze) et deux ont été assistants à l'époque de leur doctorat (Kowal et Merta), avant de connaître des carrières plus politiques par la suite. L'occupation de positions académiques moins prestigieuses traduit un moindre degré d'avancement dans la carrière, qui s'explique pour partie par une différence de génération. Les promoteurs de la politique historique sont plus jeunes de 20 ans en moyenne. Les intellectuels à l'origine de la notion, c'est-à-dire Gawin, Kostro, Merta, Cichocki et Karłowicz, sont tous nés au milieu des années 1960, tandis que les historiens des idées auxquels ils s'opposent (Błoński, Lipski, Jedlicki, Szacki et Walicki) sont de 30 ans leurs aînés. A ce titre, l'entreprise de promotion de la politique historique se lit également comme une tentative, pour une nouvelle génération d'intellectuels, de marquer sa différence vis-à-vis d'une école antérieure et concurrente, mais aussi vraisemblablement de prendre une revanche politique sur une génération de dissidents assimilés à la « gauche » de *Solidarność*. On retrouve jusqu'à aujourd'hui cette idée de revanche politique, quand bien même les protagonistes de l'époque de la PRL ne jouent plus un rôle central dans la vie politique et intellectuelle : le passé communiste continue à alimenter un important clivage politique.

Avant de devenir une catégorie d'intervention politique et étatique, la politique historique a donc été une proposition émanant d'un petit groupe d'intellectuels évoluant à l'intersection des champs académique, journalistique, bureaucratique et politique. Disposés à se mettre au service de la politique qu'ils prônaient, ils sont parvenus à s'associer, dans une configuration politique favorable, à des hommes politiques (Legutko, Ujazdowski, les frères Kaczynski) et à des historiens (Kurtyka, Zaryn, Dudek) socialement et politiquement disposés à contribuer à la mise en œuvre d'une politique publique de l'histoire. Dans les cas du musée de l'Insurrection de Varsovie et du musée d'histoire de la Pologne, tous deux mis en chantier à l'initiative de PiS, ce sont les mêmes individus qui sont aux commandes à chaque phase du projet, changeant de fonction à mesure que ce dernier avance. A l'origine de sa conceptualisation en tant que penseurs militants, ils en sont également maîtres d'œuvres au moment de leur passage au sein du ministère de la culture, puis en deviennent administrateurs.

Le débat sur la politique historique renvoie à des oppositions tant politiques que sociales, les protagonistes présentant des profils différenciés. Il s'agit d'une opposition entre fractions opposées du champ intellectuel : d'un côté, des promoteurs de la politique historique proches d'un pôle hétéronome, lié au pouvoir politique, pour qui l'investissement dans l'arène politique et le champ bureaucratique a pu constituer une ressource dans les concurrences internes au champ intellectuel (en obtenant une consécration politique et médiatique plutôt qu'académique); de l'autre, des critiques proches d'un pôle autonome, moins souvent multipositionnés et plus consacrés dans le champ académique.

La politique historique n'est cependant pas qu'un objet de débat. C'est aussi un ensemble de mesures et de dispositifs qui produisent des cadres d'interprétation du passé, cadres qui peuvent varier en fonction des acteurs qui s'en saisissent.

/3/ Les usages différenciés de la politique historique : l'exemple des relations polono-juives au cours de la seconde guerre mondiale

Si la politique historique a été promue par des intellectuels proches de PiS et demeure associée à ce parti, l'alternance politique et l'arrivée au pouvoir de la Plateforme Civique (PO) de Donald Tusk n'a pas marqué un renoncement dans les usages étatiques de l'histoire. Sans forcément la qualifier de politique historique, la majorité élue en 2007 et reconduite en 2011 n'a pas rompu avec l'idée d'une nécessaire promotion de l'histoire par l'État, tant en interne qu'en externe. Par exemple, en 2012, le ministère des Affaires étrangères polonais a annoncé qu'il cherchait à inciter des historiens étrangers – et notamment américains – à réagir publiquement, « indépendamment des pouvoirs publics polonais », aux « mensonges historiques concernant la Pologne » diffusés dans leur pays de résidence (*Rzeczpospolita*, 2012c). L'expression « camps polonais », qui apparaît parfois dans la presse occidentale au sujet de l'Holocauste, est explicitement ciblée. Restée sans lendemain, cette annonce avait vraisemblablement pour but de répondre aux critiques récurrentes de PiS et des milieux nationalistes à l'encontre du gouvernement de PO, jugé incapable de représenter les intérêts de la Pologne. Plus généralement, il semble que le succès de la notion de politique historique a durablement légitimé la promotion d'une politique publique de l'histoire. L'exemple des relations polono-juives au cours de la seconde guerre mondiale en atteste. Sur ce sujet en particulier, le récit polonais demeure assez hermétique à la critique, comme si les institutions censées promouvoir l'histoire publique, qu'il s'agisse du gouvernement ou de l'IPN, ne pouvaient proposer un récit n'allant pas dans le sens d'une histoire nationale forcément positive. La domination persistante d'un récit historique au sein duquel la co-responsabilité des Polonais dans l'Holocauste est un tabou peut difficilement être imputée à un état de l'historiographie polonaise, qui a produit ces dernières années des travaux apportant de nouvelles données et de nouveaux questionnements sur ce sujet (Kichelewski, 2011). Elle s'explique davantage par des années de discussions et de débats qui ont légitimé, aux yeux d'un grand nombre de décideurs politiques, historiens et commentateurs, la politique historique.

Ainsi, l'IPN dirigé par Janusz Kurtyka, Jan Zaryn et Antoni Dudek, trois historiens favorables à la politique historique et pour les deux premiers proches de PiS, s'est-il fermement engagé en faveur de la promotion de l'histoire du sauvetage des Juifs par des Polonais au cours du second conflit mondial. Jan Zaryn préside par ailleurs la commission historique du Comité à la mémoire des Polonais ayant secouru des Juifs (*Komitet dla Upamiętnienia Polaków ratujących Żydów*). Cette nouvelle équipe dirigeante de l'IPN, mise en place sous le gouvernement de PiS, s'est singulièrement distinguée de la précédente en rebaptisant le programme de recherches consacré à « L'extermination des Juifs sur les

territoires polonais » en « Les Polonais au secours des Juifs ». Elle a par ailleurs choisi de publier, en réponse à l'ouvrage de Jan Gross consacré au pogrom de Kielce (Gross, 2010), un ouvrage de Jan Marek Chodakiewicz consacré aux mêmes questions (Chodakiewicz, 2008). Or Chodakiewicz, historien polonais en poste aux États-Unis et proche des positions nationalistes sur l'histoire, est un auteur controversé partisan de la thèse du judéo-communisme (Kichelewski, 2009b). C'est également sous l'impulsion de cette nouvelle direction que l'IPN a lancé une collection éditoriale spécifiquement consacrée au sauvetage des Juifs par des Polonais durant l'Holocauste. Ainsi, en dépit de l'ouvrage édité par l'IPN au sujet de Jedwabne (Machcewicz & Persak, 2002), le récit historique qui y est produit reste celui d'une histoire des Polonais qui mettrait en valeur les épisodes héroïques, sans que les motivations réelles des protagonistes ne soient jamais interrogées, tandis que les actes de violence commis à l'égard des Juifs sont largement minimisés et l'antisémitisme réduit à sa dimension économique et non raciale.

Au-delà des ouvrages à prétention scientifique, l'IPN produit de nombreux travaux de vulgarisation diffusés sur une grande variété de supports. Ainsi le portail truthaboutcamps.eu, au nom équivoque, constitue une sorte d'archétype du « point de vue polonais ». Mis en ligne en 2012 et réalisé par une équipe d'historiens de l'IPN, parmi lesquels Jan Zaryn, il est dédié à la déconstruction de l'expression « camps polonais ». Ce faisant, il s'agit également d'aborder le sort des Polonais et des Juifs durant la seconde guerre mondiale. Le paragraphe d'accueil du site est éloquent :

« La vitrine éducative de l'IPN présente les informations élémentaires au sujet des camps d'extermination et de concentration fondés par le III^e Reich allemand sur le territoire de la Pologne occupée durant la seconde guerre mondiale. Alors que dans les médias étrangers apparaissent des qualifications injurieuses, imputant l'organisation de ces camps à la nation occupée, nous rappelons que les Allemands portent l'entière et unique responsabilité pour l'invention des « usines de la mort ».

L'enjeu consiste surtout à donner à voir la dureté de l'occupation nazie en Pologne vis-à-vis de la population polonaise et le rôle de cette population dans le sauvetage de nombreux Juifs. En rappelant que ce sont les « Allemands » qui furent les inventeurs des camps, le texte d'accueil, intitulé « Au nom de la vérité historique », entend que « cette vérité, évidente en Pologne, devienne la vérité reconnue dans le monde entier ». Outre le sauvetage des Juifs, les textes insistent sur la dureté de la répression infligée aux Polonais par l'occupant et l'importance du mouvement de résistance nationale. Les actes commis par des Polonais à l'encontre de Juifs sont à peine évoqués et renvoyés à des comportements individuels. Les pogroms comme celui de Jedwabne sont attribués à une population polonaise « inspirée ou forcée par les Allemands ». Si ces aspects négatifs des relations polono-juives, dont il est écrit qu'ils suscitent « de grandes controverses », font l'objet de très courts développements, l'assistance portée aux Juifs par des Polonais fait l'objet de récits très détaillés, à partir des récits de témoins. Or, la description d'une situation générale à partir de quelques témoignages pose exactement les mêmes problèmes méthodologiques que les travaux de Jan Gross : « Le problème de cette méthode est que l'on peut arriver à des conclusions totalement opposées à celles de Gross en sélectionnant autrement les témoignages. En se concentrant par exemple sur les récits des sauveteurs ou de ceux qui ont bénéficié de leur aide, l'image des campagnes polonaises serait toute autre. » (Kichelewski, 2011). L'IPN, en se contentant d'opposer aux témoignages d'autres témoignages contradictoires, échoue à proposer des recherches novatrices à même de dresser un bilan précis. En souhaitant déconstruire un mythe (les « camps polonais »), il en consolide un autre, celui de Polonais forcément victimes ou héros. Tout ce qui pourrait venir écorner ce mythe, comme les faits invitant à considérer la co-responsabilité des Polonais dans la Shoah, est marginalisé alors même que des travaux récents produits par des chercheurs polonais permettent de complexifier l'histoire des rapports

polono-juifs au cours de cette période (Kichelewski, 2011). Ces travaux initient un nouveau chantier de recherche, qui vise à produire un bilan chiffré de cette période, interroge les profils sociologiques des « bourreaux » et reconsidère le rôle de la police polonaise et des autorités municipales, qui servirent parfois d'auxiliaires de la politique d'extermination.

La réalisation d'un tel projet de vulgarisation en adéquation avec les principes de la politique historique invite à prendre en considération l'autonomie relative du champ historien, et en son sein de l'IPN : l'alternance politique ne produit pas d'effets immédiats sur le récit dominant. Non seulement le travail des historiens est partiellement autonome et motivé par des considérations « militantes » (Mink, 2010), mais une grande part des activités de l'IPN consiste en la promotion d'un grand récit national, ce qui n'a pas été frontalement remis en question par le gouvernement PO.

La promotion d'un récit alternatif demeure un enjeu de lutte dans le champ politique, comme l'illustre la promotion par le ministère des Affaires étrangères, en 2012, d'un recueil de documents d'archives et de textes d'historiens polonais, traduits en anglais, concernant la Shoah en Pologne (Rejak & Frister, 2012). Le livre, téléchargeable gratuitement auprès de nombreuses ambassades, a suscité une vive polémique dans les médias polonais. Dans *Rzeczpospolita*, des historiens et des journalistes proches de PiS ont reproché à l'ouvrage son manque d'objectivité, cinq contributions sur sept évoquant les attitudes hostiles des Polonais à l'égard des Juifs (dénonciations à l'occupant, pillage des biens, pogroms). Le Ministère des Affaires étrangères s'est ainsi vu accuser de « trahison » en diffusant un livre sur l'antisémitisme polonais, susceptible de nuire à l'image de la Pologne à l'étranger. Du côté des historiens polonais favorables à la politique historique, Piotr Gontarczyk a reproché aux responsables du Ministère leur « incompetence » (*Wpolityce*, 2012), tandis que Bogdan Musiał a qualifié cet épisode d'« exemple typique de la pédagogie de la honte » (*Rzeczpospolita*, 2012a). La défense du Ministère, par la voix de son porte-parole Marcin Bosacki, a consisté à justifier cette publication au nom précisément de la promotion du « point de vue polonais » : il s'agit, en donnant une image « objective » des faits historiques, de montrer que l'aide apportée aux Juifs fut le phénomène le plus répandu, afin d'améliorer l'image de la Pologne à l'étranger. Bosacki souligne ainsi que les textes présentés dans l'ouvrage insistent sur le contexte de l'occupation et rappellent à plusieurs reprises que 280 à 300 000 Polonais ont aidé des Juifs, et que 6 000 d'entre eux se sont vu accorder le titre de « Justes parmi les Nations » (*Wpolityce*, 2012). La promotion d'un tel ouvrage par le Ministère des Affaires étrangères relève donc bien d'une volonté de valoriser le passé polonais auprès des partenaires d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, en prouvant que l'État polonais est capable d'assumer les épisodes controversés de l'histoire. La communication du Ministère souligne ainsi à plusieurs reprises que l'ouvrage en question a reçu l'approbation de l'Institut Yad Vashem. La rédaction de l'introduction a par ailleurs été confiée à Maciej Kozłowski, historien et diplomate, ancien ambassadeur de Pologne à Tel-Aviv, qui considère que l'ouvrage permettra de répondre aux attaques injustes contre la Pologne émanant de l'étranger : « S'il n'y avait eu [dans l'ouvrage] que des textes sur les Justes parmi les Nations, il aurait été traité comme une nouvelle publication de propagande, n'apportant rien à la discussion » (*Wpolityce*, 2012). Pour les partisans de la politique historique, cependant, l'État ne devrait promouvoir que les aspects positifs de l'histoire nationale : « le Ministère des Affaires étrangères n'est pas institut scientifique [...]. Il est une institution de la République polonaise, dont l'obligation est de présenter au monde des informations justes et positives sur notre pays. Il ne s'agit pas de falsifier l'histoire, mais d'exposer les fragments de celle-ci qui montrent que nous pouvons être grands. » (*Rzeczpospolita*, 2012b). Et plus loin : « La défaite de notre diplomatie est telle que le symbole mondial de l'aide apportée aux Juifs est l'Allemand Oskar Schindler, qui vint à

Cracovie pour s'enrichir durant la guerre, et non la cheffe de Zegota¹² Irena Sendlerowa, qui au péril de sa vie fit échapper 2500 enfants du ghetto de Varsovie. » Cette controverse illustre l'ancrage de la notion de politique historique en Pologne, ainsi que la permanence des jeux politiques autour du passé national.

Au cours de la décennie écoulée, l'idée de la nécessité et de la légitimité de l'intervention de l'État dans le domaine de l'histoire s'est largement ancrée dans le paysage intellectuel et politique polonais. La période de gouvernement de PiS (2005-2007) et l'adhésion à l'UE ont favorisé le succès de la notion, portée par des intellectuels idéologiquement proches de ce parti, dont les carrières se déroulent à l'intersection des champs académique et politique. La persistance d'une forme de politique publique de l'histoire malgré l'alternance de 2007, mais aussi les analogies parfois exprimées entre cette politique contemporaine et l'instrumentalisation de l'histoire par les autorités communistes avant 1989, suggèrent une certaine continuité du rôle social et politique dévolu à l'histoire et aux historiens en Pologne. Une histoire publique moins autonome est alors favorisée, paradoxalement justifiée au nom de la rupture avec le régime communiste. A travers la politique historique se donnent ainsi à voir plusieurs problématiques liées aux transformations post-communistes : rôle politique de l'histoire, engagements intellectuels et recompositions du jeu politique. Ces problématiques ne sont pas spécifiquement polonaises et sont communes à d'autres « aires culturelles ». Elles prennent ici un sens particulier grâce à l'éclairage que nous en avons proposé à l'aide de la sociologie des champs, un outil fécond pour le « décloisonnement » et, éventuellement, des comparaisons futures.

Annexe : Liste des protagonistes du débat

Promoteurs de la politique historique :

Marek Cichocki (1966-), philosophe (université de Varsovie).

Antoni Dudek (1966-), professeur d'histoire (université Jagellon de Cracovie et IPN).

Dariusz Gawin (1964-), philosophe (PAN), directeur-adjoint du musée de l'Insurrection de Varsovie.

Dariusz Karłowicz (1964-), philosophe (université de Varsovie).

Robert Kostro (1967-), haut-fonctionnaire (chef de cabinet d'Ujazdowski au ministère de la Culture), directeur du musée d'Histoire de la Pologne depuis 2006.

Paweł Kowal (1975-), docteur en histoire contemporaine, haut-fonctionnaire (chancellerie du Premier ministre, ministère de la Culture, MAE) et conseiller politique (mairie de Varsovie). Expert auprès du Musée de l'Insurrection de Varsovie. Député (2005-2009, PiS), député européen (depuis 2009).

Zdzisław Krasnodębski (1953-), professeur de sociologie (plusieurs universités polonaises et étrangères).

¹² □ Organisation de la résistance polonaise chargée de l'aide aux Juifs.

Janusz Kurtyka (1960-2010), professeur d'histoire médiévale (PAN et IPN), président de l'IPN (2005-2010). Décédé dans le crash de Smolensk.

Ryszard Legutko (1949-), professeur de philosophie (université Jagellon de Cracovie), sénateur (PiS, 2005-2007), ministre de l'Éducation nationale (2007), député européen depuis 2009 (PiS).

Tomasz Merta (1965-2010), docteur en philosophie, haut-fonctionnaire, membre du conseil de programmation du musée de l'Insurrection de Varsovie. Décédé dans le crash de Smolensk.

Lukasz Michałski (1971-), docteur en didactique de l'histoire, directeur-adjoint du BEP (IPN), expert éducatif auprès du ministère de l'Éducation nationale, du musée de l'Insurrection de Varsovie (co-concepteur de l'exposition) et du musée d'Histoire de la Pologne.

Andrzej Nowak (1960-), professeur d'histoire contemporaine (Université Jagellon de Cracovie), membre du conseil du Musée d'Histoire de la Pologne.

Jan Ołdakowski (1972-), ancien haut-fonctionnaire au ministère de la Culture (chef de cabinet d'Ujazdowski), directeur du Musée de l'Insurrection de Varsovie depuis 2004, élu député sur les listes de PiS (2005-2011).

Wojciech Roszkowski (1947-), professeur d'histoire contemporaine (PAN), député européen (2004-2009, PiS).

Paweł Skibiński (1973-), historien spécialiste de l'Espagne (université de Varsovie), directeur-adjoint du musée d'Histoire de la Pologne et directeur du musée Jean-Paul II.

Kazimierz Michał Ujazdowski (1964-), député, membre de PiS, ancien ministre de la Culture.

Bronisław Wildstein (1952-), journaliste, président de *Telewizja Polska* (2006-2007), rédacteur en chef de *Telewizja Republika* (depuis 2012).

Jan Zaryn (1958-), professeur d'histoire contemporaine (université du cardinal Stefan Wyszyński à Cracovie et IPN), directeur du BEP (IPN, 2006-2009).

Critiques de la politique historique :

Jan Błoński (1931-2009), professeur d'histoire de la littérature (université Jagellon de Cracovie).

Jerzy Jedlicki (1930-), professeur d'histoire des idées (PAN), membre du PZPR puis de *Solidarność*.

Marcin Król (1944-), professeur de philosophie (PAN), dissident (conseiller de *Solidarność*).

Marcin Kula (1943-), professeur d'histoire contemporaine (université de Varsovie).

Adam Leszczyński (1975-), docteur en histoire (PAN) et journaliste (*Gazeta Wyborcza*).

Jan Józef Lipski (1926-1991), historien de la littérature (PAN), dissident (KOR et *Solidarność*), sénateur (1989-1991, parti socialiste polonais).

Paweł Machcewicz (1966-), professeur d'histoire contemporaine (université de Varsovie), ancien directeur du BEP (IPN, 2000-2006), conseiller principal de Donald Tusk, directeur du musée de la Seconde Guerre mondiale.

Adam Michnik (1946-), dissident politique, co-fondateur du KOR et conseiller de *Solidarność*, député (1989-1991, Comité citoyen de soutien à Lech Walesa), journaliste (directeur de rédaction de *Gazeta Wyborcza* depuis 1989).

Krzysztof Pomian (1934-), philosophe et historien (CNRS), ancien membre du PZPR et dissident, directeur du musée de l'Europe à Bruxelles.

Andrzej Romanowski (1951-), professeur d'histoire de la littérature (université Jagellon de Cracovie).

Jerzy Szacki (1929-), professeur de sociologie (université de Varsovie et PAN), membre du PZPR puis de *Solidarność*.

Robert Traba (1958-), professeur d'histoire contemporaine (PAN).

Andrzej Walicki (1930-), professeur d'histoire des idées (PAN).

Anna Wolff-Powęska (1941-), professeur d'histoire des idées (Université Adam Mickiewicz de Poznań).

Bibliographie

Beauvois Daniel (1991) « Être historien en Pologne : les mythes, l'amnésie et la vérité », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 38, n° 3, pp. 353-386.

Behr Valentin (2011), « Historiens militants ou historiens de bureau ? Les producteurs du récit historique officiel à l'Institut de la mémoire nationale », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 42, n° 4, pp. 5-35.

Berger Stefan (2012), « German History Politics and the National Socialist Past », in Alexei Miller et Maria Lipman (dir.), *The Convulsions of Historical Politics*, Budapest : CEU Press, pp. 21-44.

Biuletyn IPN (2006), « Polska polityka historyczna », n°5.

Błoncki Jan (1987), « Biedni Polacy patrzą na getto » [Les pauvres Polonais observent le ghetto], *Tygodnik Powszechny*, n° 2.

Bourdieu Pierre (1992), *Les règles de l'art : genèse et structure du champ littéraire*, Paris : Le Seuil.

Champy Florent et Israël Liora (2009), « Professions et engagement public », *Sociétés contemporaines*, vol. 1, n° 73, pp. 7-19.

Chodakiewicz Jan Marek (2008), *Po zagładzie. Stosunki polsko-żydowskie 1944-1947* [Après l'extermination. Les relations polono-juives 1944-1947], Warszawa : IPN.

Cichocki Marek (2005), *Władza i pamięć* [Pouvoir et mémoire], Kraków : Ośrodek Myśli Politycznej.

Connelly John (2005), « Why the Poles Collaborated so little – and why that is no Reason for Nationalist Hubris », *Slavic Review*, vol. 64, n° 4, pp. 771-781.

Czyżewski Andrzej, Nowinoski Sławomir, Stobiecki Rafał, Zelażko Joanna (2012), *Bez taryfy ulgowej. Dorobek naukowy i edukacyjny IPN 2000-2010* [L'apport scientifique et éducatif de l'IPN], Łódź : IPN.

Dakowska Dorota (2007), « Le “Centre contre les expulsions” : les enjeux d'un débat transnational », in Georges Mink et Laure Neumayer, *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris : La Découverte, pp. 128-139.

Droit Emmanuel (2007), « Le Goulag contre la Shoah. Mémoires officielles et cultures mémorielles dans l'Europe élargie », *Vingtième siècle*, vol. 2, n° 94, pp. 101-120.

Dubois Vincent (2014), « L'action de l'État, produit et enjeu des rapports entre espaces sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 1, n° 201-202, pp. 11-25.

Dudek Antoni (2011), *Instytut. Osobista historia IPN* [L'Institut. Une histoire personnelle de l'IPN], Warszawa : Wydawnictwo czerwone i czarne.

Dumoulin, Olivier (2003), *Le rôle social de l'historien. De la chaire au prétoire*, Paris : Albin Michel.

Friszke Andrzej (1994), *Opozycja polityczna w PRL 1945-1980* [L'opposition politique en République populaire de Pologne 1945-1980], London : Aneks.

Gawin Dariusz (2005), « Sienkiewicz – nasz współczesny » [Sienkiewicz – notre contemporain], Kraków : Ośrodek Myśli Politycznej.

Gawin Dariusz (2010), « Polityka historyczna – próba bilansu » [La politique historique – tentative de bilan], *Arcana*, n° 90.

Gazeta Wyborcza (2005), « Po co nam polityka historyczna » [À quoi bon la politique historique], 1er octobre.

Gazeta Wyborcza (2006a), « Czy państwo ma rządzić historią ? » [L'État doit-il gouverner l'histoire ?], 17 juin.

Gazeta Wyborcza (2006b), « Dyskusja Michnika, Pomiana i Zycińskiego » [Discussion entre Michnik, Pomian et Zyciński], 30 septembre.

Gazeta Wyborcza (2008), « Polityka historyczna według SLD » [La politique historique selon le SLD], 14 octobre.

Gensburger Sarah & Niewiedział Agnieszka (2007), « Figure du Juste et politique publique de la mémoire en Pologne : entre relations diplomatiques et structures sociales », *Critique internationale*, n° 34, pp. 127-148.

Gross Jan Tomasz (2000), *Sąsiedzi: Historia zagłady żydowskiego miasteczka* [Les voisins : histoire du massacre d'un village juif], Sejny : Fundacja Pogranicze, 2000.

Gross Jan Tomasz (2010), *La Peur. L'antisémitisme en Pologne après Auschwitz*, Paris : Calmann-Lévy.

Hartog François & Revel Jacques (dir.) (2001), *Les usages politiques du passé*, Paris : Éditions de l'EHESS.

Heurtaux Jérôme & Pellen Cédric (2009), « La Table ronde : un meuble politiquement encombrant » in Jérôme Heurtaux et Cédric Pellen (dir.), *1989 à l'Est de l'Europe : une mémoire controversée*, La Tour d'Aigues : Editions de l'Aube, p. 2356.

Kichelewski Audrey (2009a), « Quand la Pologne redécouvre ses Juifs », *La vie des idées*, 14 mai : <http://www.laviedesidees.fr/Quand-la-Pologne-redecouvre-ses.html>.

Kichelewski Audrey (2009b), « La peur des Juifs ou des Juifs qui ont peur ? *Fear* et les débats sur l'antisémitisme en Pologne », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, vol. 5, 64^e année, pp. 1091-1104.

Kichelewski Audrey (2011), « Chasse aux Juifs et moissons d'or. Nouvelles recherches sur la Shoah en Pologne », *La vie des idées*, 3 novembre : <http://www.laviedesidees.fr/Chasse-aux-Juifs-et-moissons-d-or.html>.

Kostro Robert & Merta Tomasz (2005), *Pamięć i odpowiedzialność* [Mémoire et responsabilité], Cracovie : Ośrodek Myśli Politycznej.

Kula Marcin (2011), *Naród, historia i... dużo kłopotów* [La nation, l'histoire et beaucoup de soucis], Warszawa : Universitas.

Lavabre Marie-Claire & Gensburger Sarah (2005), « Entre “devoir de mémoire” et “abus de mémoire” : la sociologie de la mémoire comme tierce position », in Bertrand Müller (dir.), *L'histoire entre mémoire et épistémologie*, Lausanne : Payot, pp. 7596.

Leszczyński Adam (2006), « Polityka historyczna. Wielki strach » [La politique historique. La grande peur], *Gazeta Wyborcza*, 8 avril.

Lipski Jan Józef (1981), *Dwie ojczyzny, dwa patriotyzmy* [Deux patries, deux patriotismes] Nowa.

Machcewicz Paweł (2001), « I Westerplatte i Jedwabne » [Et Westerplatte et Jedwabne], *Rzeczpospolita*, 9 août.

Machcewicz Paweł & Persak Krzysztof (2002), *Wokół Jedwabnego* [Autour de Jedwabne], Varsovie : IPN.

Machcewicz Paweł (2012), *Spory o historię 2000-2011* [Controverses sur l'histoire], Cracovie : Znak.

Mälksoo Maria (2009), "The Memory Politics of Becoming European : The East European Subalterns and the Memory of Europe," *European Journal of International Relations*, vol.15, n°4, pp. 635-680.

Mink Georges & Bonnard Pascal (2010), dir., *Le Passé au présent. Gisements mémoriels et actions historicisantes en Europe centrale et orientale*, Paris : Michel Houdiard.

Mink Georges (2010), « Les usages des instituts de la mémoire nationale dans les recompositions partisanes (1989-2008) », in Georges Mink et Pascal Bonnard (dir.), *op. cit.*, pp. 171-184.

Mówią Wieki (2006), « Polityka historyczna – za i przeciw » [Politique historique : pour et contre], n° 8.

Nowak Andrzej (2001), « Westerplatte czy Jedwabne » [Westerplatte ou Jedwabne], *Rzeczpospolita*, 1^{er} août.

Nowinowski Sławomir, Pomorski Jan & Stobiecki Rafał (2008), *Pamięć i polityka historyczna* [La mémoire et la politique historique], Łódź : IPN.

Paczkowski Andrzej (1995), *Pół wieku dziejów Polski*, Warszawa : Wydawnictwo Naukowe PWN.

Pomian Krzysztof (2006), *Historia : nauka wobec pamięci* [Histoire : la science face à la mémoire], Lublin : Wydawnictwo UMCS.

Potel Jean-Yves (2009), *La fin de l'innocence. La Pologne face à son passé juif*, Paris : Autrement.

Rejak Sebastian & Frister Elżbieta (2012), *The Inferno of Choices*, Warszawa : Oficyna Wydawnicza Rytm.

Rzeczpospolita (2008a), « Czym innym jest pamięć, czym innym historia », 26 avril.

Rzeczpospolita (2008b), « Oczekujemy szacunku dla naszej historii » [Nous attendons du respect pour notre histoire], 3 décembre.

Rzeczpospolita (2012a), « MSZ promuje książkę o polskim antysemityzmie » [Le Ministère des Affaires étrangères fait la promotion d'un livre sur l'antisémitisme polonais], 7 août.

Rzeczpospolita (2012b), « Obowiązkiem MSZ jest pokazywanie naszych dokonań » [L'obligation du Ministère des Affaires étrangères est de montrer nos réussites], 9 août.

Rzeczpospolita (2012c), « Historycy pomogą MSZ walczyć o dobre imię Polski » [Les historiens aideront le Ministère des Affaires étrangères à lutter pour la réputation de la Pologne], 12 septembre.

Sapiro Gisèle (2006), « Les formes de l'engagement dans le champ littéraire », in Jean Kampfer *et al.* (dir.), *Formes de l'engagement littéraire (XV^e-XXI^e siècle)*, Lausanne : Antipodes, pp. 118-130.

Siewierski Tomasz (2013), « Wildstein trafia Kula w plot » [Wildstein s'en prend à Kula de manière inappropriée], *Histmag* : <http://histmag.org/Wildstein-trafia-Kula-w-plot-8280>.

Skibiński Paweł, Wiścicki Tomasz & Wysocki Michał (2011), *Historycy i politycy* [Historiens et politiques], Warszawa : DiG.

Smolar Aleksander (2006), « Les radicaux au pouvoir et la transformation de la Pologne », *Pouvoirs*, n° 118, pp. 101-112.

Szeligowska Dorota (2007), « La “politique historique” polonaise en tant que politique publique et l'effet d'eupéanisation », mémoire de recherche, IEP de Paris.

Tokarska-Bakir Joanna (2001), « L'obsession de l'innocence », *Plurielles*, n° 9, pp. 75-82.

Traba Robert (2009), *Przeszłość w terażniejszości* [Le passé dans le présent], Poznan : Wydawnictwo Poznańskie.

Wiadomości Historyczne (2005), « Co to jest polityka historyczna ? » [Qu'est-ce que la politique historique ?], n° 5, pp. 46-48.

Wollf-Powęska Anna (2007), « Polskie spory o historię i pamięć. Polityka historyczna » [Les controverses polonaises sur l'histoire et la mémoire], *Przegląd Zachodni*, n° 1.

Wpolityce (2012), « Gontarczyk o *Inferno of Choices* » [Gontarczyk à propos d'*Inferno of Choices*], 7 août : <http://wpolityce.pl/wydarzenia/33594-gontarczyk-o-inferno-of-choices-to-obraz-bedacy-raczej-pochodna-niekompetencji-i-nieodpowiedzialnosci-msz-a-nie-stanu-wiedzy>.

Zelis Guy (2013), « Vers une histoire publique », *Le Débat*, vol. 5, n° 177, pp. 153-162.